

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Pierre CLICHE, *Gestion budgétaire et dépenses publiques : description comparée des processus, évolutions et enjeux budgétaires du Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2009, 307 p.

par Louis M. Imbeau

Recherches sociologiques, vol. 51, n° 3, 2010, p. 489-490.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/045442ar>

DOI: 10.7202/045442ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

L'État stratège représente un idéal-type et, pour cette raison, il existe un écart entre son idéalisation et sa mise en pratique, dans le temps et l'espace. On perçoit ses manifestations dans les pays scandinaves où la modernisation de l'État a débüté par un débat avec la société civile (texte de Stéphane Paquin). On en voit également des traces avec la Troisième Voie de Tony Blair qui s'est toutefois limitée à la modernisation de l'appareil administratif, sans le concours de la société civile cette fois. Au Québec, on retrouve des empreintes de la philosophie de l'État stratège dans quelques politiques publiques, avec notamment « le rôle des centres de la petite enfance (CPE) dans la politique familiale québécoise de 1997 à 2006 » et « la contribution des acteurs de l'économie sociale aux réformes des politiques de logement social au Québec » (texte d'Yves Vaillancourt). Le caractère plus ou moins stratège de l'État québécois fait d'ailleurs l'objet d'un débat entre Alain Noël et Gérard Larose. Le premier estime, au terme de sa démonstration, que « le Québec a d'abord été et continuera d'être un État hybride – et peut-être stratège » (p. 147), alors que le second se montre moins optimiste en cette matière.

Le déploiement à plus large échelle de l'État stratège rencontre plusieurs défis. Jusqu'à ce jour, les gouvernements du Québec n'ont pas manifesté beaucoup d'ouverture, si ce n'est que timidement au cours des années 1990 et au début des années 2000, et dans quelques domaines seulement (texte d'Yves Vaillancourt). Peut-être que la plupart des élus craignent de faire de la politique selon des modalités qu'ils ne maîtrisent pas. La fonction publique est également en cause. Sa motivation à appuyer la construction d'un État stratège n'est pas acquise et un perfectionnement en faveur de nouvelles façons de faire s'impose (texte de James Iain Gow). Par ailleurs, avec la décentralisation et le partage de la mise en œuvre des politiques publiques par plusieurs partenaires, se trouvent posés les problèmes de l'imputabilité et de l'appréciation de l'efficience (texte de James Iain Gow). Enfin, la résolution de la question nationale complexifie le débat sur la construction d'un État stratège. Or, tout comme Stéphane Paquin dans son texte, il convient de s'interroger sur les possibilités pour le Québec de déployer ce type de gouverne dans le fédéralisme canadien et d'être radicalement différent des autres provinces. Ce livre mérite certainement le détour pour ses idées novatrices et courageuses. Il stimulera certainement le débat pour revigorer le projet social-démocrate au Québec et peut-être au Canada.

Yvan COMEAU

*École de service social,
Université Laval.
yvan.comeau@svs.ulaval.ca*

Pierre CLICHE, *Gestion budgétaire et dépenses publiques : description comparée des processus, évolutions et enjeux budgétaires du Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2009, 307 p.

Les manuels en français portant sur le processus budgétaire et les finances publiques au Québec et au Canada ne sont pas nombreux et même les meilleurs

finissent par vieillir (je songe ici à l'excellent manuel publié par André Bernard aux Presses de l'Université du Québec en 1992). Je ne peux que saluer Pierre Cliche pour la publication de sa « description comparée des processus, évolutions et enjeux budgétaires du Québec ». L'ouvrage couvre large. Il est structuré en quatre parties, chacune subdivisée en deux ou trois chapitres : « le budget au cœur de l'intervention publique » (importance et singularité du budget, le rôle économique de l'État, le contexte) ; la procédure budgétaire (dans le monde, au Québec) ; la budgétisation (les systèmes de gestion budgétaire, la budgétisation axée sur les résultats) ; les enjeux et les défis (l'évolution des dépenses publiques, la dette publique, la « soutenabilité » des dépenses publiques). La perspective adoptée par l'auteur campe l'ouvrage clairement dans le champ « administration publique » tel qu'il se pratique souvent dans la science politique : la perspective est athéorique, descriptive et normative. On n'y trouve aucune ambition explicative, sauf à quelques endroits où les explications sont plutôt conjoncturelles. Témoinnant de cette orientation, la bibliographie compte 80 monographies, 72 documents officiels et dix articles de revues savantes.

La principale qualité du manuel de Pierre Cliche est de fournir une description efficace et complète du processus budgétaire et des systèmes de gestion financière du Québec avec, en toile de fond, des descriptions succinctes des expériences britannique, française, américaine, allemande, australienne et canadienne. Son principal défaut est justement de s'en tenir à la description et de ne pas profiter du matériel comparatif pour identifier les différences importantes et les expliquer. À cet égard, il aurait été utile d'intégrer les résultats de la recherche en analyse des politiques et en économie-politique des finances publiques. L'ouvrage intéressera toute personne recherchant un premier contact avec la gestion budgétaire au Québec, particulièrement les étudiants des cégeps et du premier cycle universitaire en sciences sociales.

Louis M. IMBEAU

*Département de science politique,
Université Laval.
louis.imbeau@pol.ulaval.ca*

Denis BOURQUE, *Concertation et partenariat. Entre levier et piège du développement des communautés*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2009, 142 p.

Couvrant comme chercheuse sur des problèmes sociaux liés notamment à la pauvreté, l'exclusion sociale et les approches microterritoriales, j'étais curieuse de voir en quoi cet ouvrage pouvait alimenter nos travaux et réflexions ou y faire écho et permettre d'entrevoir, au-delà de l'intérêt, les embûches associées aux approches intersectorielles. Bourque favorise par exemple une bonne compréhension de l'histoire des interventions microterritoriales au Québec dans les domaines de la santé et des services sociaux, une réflexion sur les enjeux de pouvoir liés à la mise en présence des acteurs ainsi que sur les conditions de succès et de pérennisation de telles interventions intersectorielles. Il aborde des dimensions importantes telles l'arrimage entre les multiples projets et actions concertées au sein d'un même